



**Commission Locale de l'Eau
SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières**
**Objet : avis sur le projet de Schéma régional des
carrières d'Occitanie**

L'an deux mille vingt deux, le vingt-quatre octobre à seize heures, les membres de la Commission Locale de l'Eau se sont réunis à Uchaud sous la présidence de M. Agnel.

Etaient présents : Mesdames Ardouvin (UNICEM), Batlle (DREAL Occitanie), Chopard (Communauté de Communes de Petite Camargue), Florent (Communauté de Communes Beaucaire Terre d'Argence), Pieganu (agence de l'eau RMC) et Triganon (Nestlé Waters supply sud).

Messieurs Agnel (SM EPTB Vistre Vistrenque), Blayrat (Communauté de Communes Beaucaire Terre d'Argence), Chailan (Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole), Coste (Communauté de Communes Rhône Vistre Vidourle), Dance (association inond'actions), Dayon (COOP de France Occitanie), Dumas (Communauté de Communes du Pays de Sommières), Gosselin (Société de Protection de la Nature du Gard), Jabaudon (Union Fédérale des Consommateurs UFC Que Choisir), Laurent (Syndicat Mixte du SCOT Sud Gard), Lebois (Communauté de Communes Petite Camargue), Maillard (Communauté de Communes Rhône Vistre Vidourle), Pizon (France Nature Environnement Languedoc-Roussillon), Ravel (Fédération du Gard pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique), Reboul (Communauté de Communes Petite Camargue), Ricome (Fédération Gardoise des Vignerons Indépendants), Tellier (DDTM30), Tolmos (Centre ornithologique du Gard), Vento (SM pour la protection et la gestion de la Camargue Gardoise) et Vianet (Communauté de Communes Terre de Camargue).

Etaient excusés : Mesdames De Girardi (Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole), Guyot (Conseil Régional Occitanie) et Lagarde (Chambre d'Agriculture du Gard).

Messieurs Bermond (Chambre de Commerce et d'Industrie du Gard), Benezech (Communauté de Communes Rhône Vistre Vidourle), Cerda (EPTB Vidourle), Descloux (Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole), Feline (Communauté de Communes Terre de Camargue), Ferrier (Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole), Gaillard (Conseil Départemental du Gard), Granchi (Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole), Marty (Office Français pour la Biodiversité), Nicolas (Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole) et Planes (Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole).

Pouvoirs : Mme Lagarde à M. Ricome, M. Benezech à M. Coste, M. Cerda à M. Agnel, M. Descloux à M. Chailan, M. Feline à M. Vianet, M. Ferrier à M. Laurent, M. Granchi à M. Lebois, M. Marty à M. Tellier, M. Nicolas à M. Maillard, M. Planes à M. Vento.

Secrétaire de séance : M. Laurent

Nombre de présents : 26	Nombre de pouvoirs : 10	Nombre de votants : 36
--------------------------------	--------------------------------	-------------------------------

Le quorum de la CLE étant atteint, les membres ont pu valablement délibérer.

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant,

Vu l'arrêté préfectoral n°2005-301-9 du 28 octobre 2005 fixant le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Vistre, nappes Vistrenque et Costières,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové qui instaure le schéma régional des carrières,

Vu l'instruction du gouvernement du 4 août 2017 relative à la mise en œuvre des schémas régionaux des carrières,

Vu l'arrêté préfectoral n°20190312-B3-001 du 3 décembre 2019 portant création du syndicat mixte EPTB Vistre Vistrenque, structure porteuse de la démarche de SAGE,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2020-04-14-003 du 14 avril 2020 approuvant le SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières,

Vu l'arrêté n°30-2022-04-20-00008 portant renouvellement de la composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Vistre, nappes Vistrenque et Costières,

Par courrier de la DREAL du 8 août 2022, l'avis de la CLE est sollicité.

Considérant que le Schéma Régional des Carrières (SRC) est élaboré et approuvé par le préfet de région et qu'il se substituera aux schémas départementaux des carrières à compter de son adoption (article R. 515-8-7 du code de l'environnement).

Qu'il appréhende l'activité économique dans sa globalité, de l'extraction à l'utilisation.

Qu'au plus tard 6 ans après la publication du schéma régional, le préfet de région procède à l'évaluation de sa mise en œuvre et éventuellement de sa révision.

Qu'il est composé de plusieurs parties :

- un état des lieux (partie 1),
- une analyse prospective et le choix d'un scénario d'approvisionnement (partie 2),
- des orientations, objectifs et mesures ainsi que des modalités de suivi et d'évaluation (partie 3).

Considérant qu'il constitue le document de référence pour les futures autorisations de carrières. Conformément à l'article L.515-3 Code Environnement, il vise à définir :

- les conditions générales d'implantation des carrières,
- les orientations relatives à la logistique,
- les mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts de l'activité.

Considérant qu'il s'articule avec d'autres documents de planification. Il doit ainsi être compatible avec les SDAGE et les SAGE, en application des articles L.515-3 et R331-14 du Code de l'environnement, qui prévoient que « **les dispositions et protections de ces documents de planification s'imposent en effet directement aux schémas des carrières selon le degré d'opposabilité des schémas thématiques dont ils relèvent.** » (Instruction du gouvernement du 4 août 2017 relative à la mise en œuvre des schémas régionaux des carrières).

Considérant l'état des lieux

En 2017, la production de ressources minérales primaires de la région s'élevait à environ 42 millions de tonnes :

- 84 % de granulats (35,5 Mt – données GEREPA 2017),
- 12 % de roches et minéraux pour l'industrie (5,11 Mt),
- Le reste de la production se répartit entre roches ornementales et de construction, matériaux >80 mm, remblais argileux et autres.

La région est globalement autonome pour son approvisionnement en granulats. La production régionale de granulats est considérée comme équivalente au besoin de la région : le territoire régional exporte globalement autant de granulats qu'il en importe (environ 1 Mt/an) (étude économique de l'UNICEM, 2017).

En juin 2018, la région comptait 490 carrières actives et 326 anciennes exploitations fermées.

La très grande majorité des matériaux extraits est acheminée par la route (95 %). La consommation est locale (la distance moyenne de transport de matériaux ne dépasse que rarement 20 à 30 km).

La région Occitanie dispose d'un important patrimoine environnemental : eaux, biodiversité, paysages (etc), qu'il convient de prendre en compte dans le SRC, afin de préserver ces espaces et le cas échéant de limiter l'impact de l'activité d'extraction.

Concernant l'enjeu eau, l'état des lieux mentionne que le SRC doit être compatible avec les SDAGE (Adour-Garonne, Rhône -Méditerranée et Loire-Bretagne) et les SAGE.

Il souligne que le SDAGE Rhône Méditerranée mentionne qu'il « *existe des zones d'interdiction d'exploitation de carrières, parmi lesquelles les périmètres de protection immédiate et certains périmètres de protection rapprochée des captages d'eau potable, et leurs aires d'alimentation* ».

L'état des lieux définit des classes de sensibilité pour l'enjeu « eau » et une cartographie associée :

- niveaux 1 et 2 : enjeu eau potable (captages d'eau potable, aires d'alimentation des captages, zones de protection des ressources stratégiques), intégrité des cours d'eau et de leur lit mineur ;
- niveau 3 : zones à enjeux des SAGE, nappes alluviales et zones humides, périmètres de protection éloignée des captages d'eau potable ;
- niveau 4 : application de la séquence ERC.

	Légende des niveaux de sensibilité « eau »	Mode d'emploi selon les outils de protection « eau »
Niveau 1	Espaces bénéficiant d'une protection juridique (législative ou réglementaire) interdisant l'exploitation de carrières	Lit mineur Espace de mobilité des cours d'eau (*) Périmètres de protection immédiate des captages Périmètre de protection rapprochée avec DUP qui interdit l'exploitation Zones situées de part et d'autre des cours d'eau (50m ou 10 m) (*)
Niveau 2	Espaces présentant une sensibilité très forte, en principe incompatible avec les objectifs de protection. Les porteurs de projets devront se rapprocher des gestionnaires des protections ou espaces concernés.	PPR captages Zone de protection des ressources stratégiques en eau potable Aires d'alimentation des captages (AAC)
Niveau 3	Espaces présentant une sensibilité forte et concernés par des mesures de protection ou d'autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale. Les projets nécessiteront des précautions particulières en lien avec les gestionnaires des protections ou espaces concernés.	Zonage à enjeux du SAGE Nappes alluviales Zones humides et sites RAMSAR Périmètres de protection éloignée des captages AEP
Niveau 4	Ensemble de la région	En application de la réglementation, les projets de création ou d'extension de carrières doivent intégrer une démarche Eviter Réduire Compenser traitant des impacts environnementaux lors des phases de conception, d'exploitation et de remise en état du site

(*) Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.

Figure 1 - extrait de l'état des lieux du SRC

La carte p 347 de l'état des lieux, offre une représentation cartographique des enjeux liés à l'eau à l'échelle de la région. Même si l'échelle est peu adaptée à un examen local, les zones de sauvegarde pour la préservation de la ressource en eau potable figurent bien sur cette carte à un niveau d'enjeu 2.

Il semble toutefois que ce ne soit pas la cartographie des zones de sauvegarde, telle que figurant à l'atlas cartographique du SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières approuvé, qui ait été reprise mais celle de l'étude de délimitation des zones de sauvegarde. Or, ces cartographies sont légèrement différentes, il conviendra donc de mettre à jour les documents du SRC avec la cartographie des zones de sauvegarde telle que définie dans le SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières.

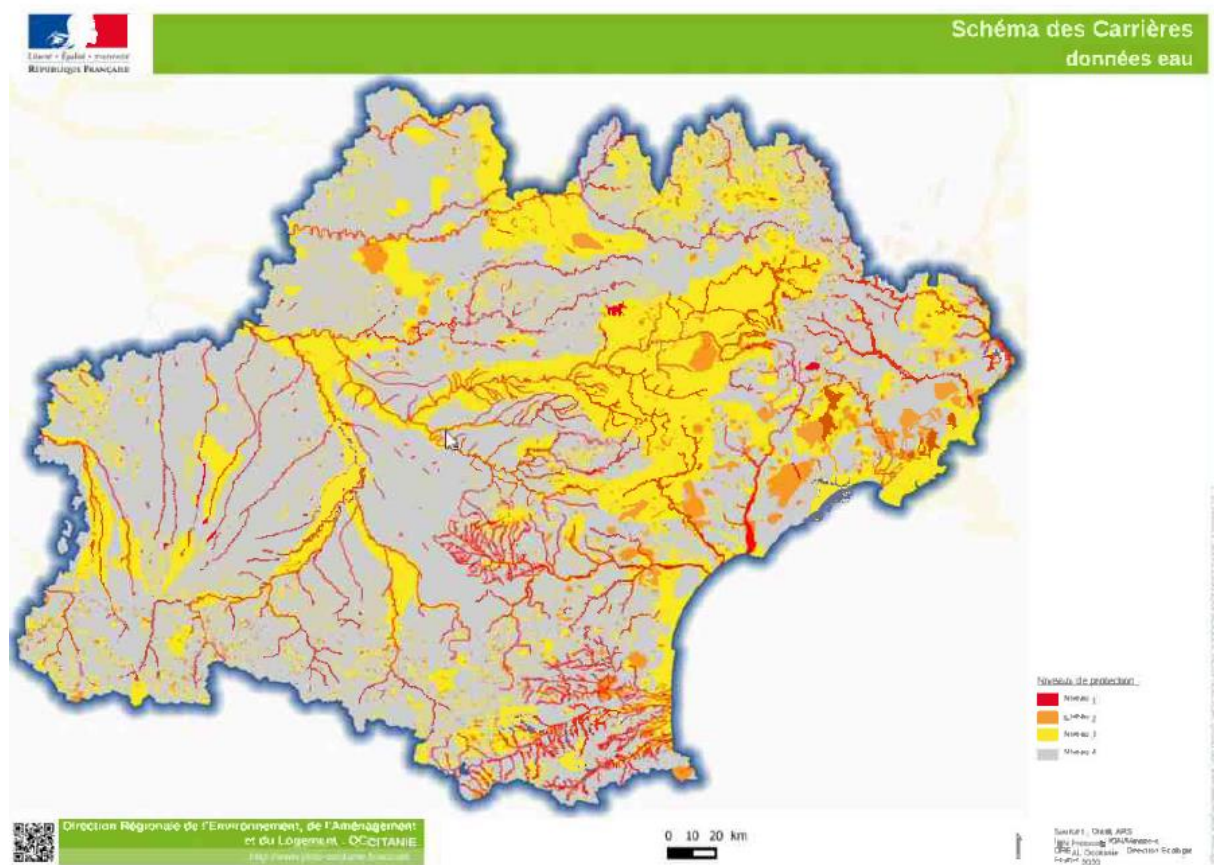


Figure 2 - carte extraite de l'état des lieux

Considérant le scénario d'approvisionnement retenu

Les différents scénarios ont été élaborés selon les hypothèses suivantes :

- une augmentation de la population de la région,
- la prise en compte des grands projets prévus entre 2019 et 2031,
- une stabilité des flux import/export à l'horizon 2031.

C'est donc un scénario tendanciel basé sur une augmentation progressive du besoin qui a été retenu.

D'après le scénario de référence retenu par le SRC, la consommation régionale de granulats passerait de 39,21 Mt en 2017 (dont 2,9 Mt de matériaux de recyclage) à 42,36 Mt en 2031 (+ 8 %). Les besoins en matériaux industriels suivraient à peu près la même évolution, passant de 5,68 Mt en 2017 à 6,20 Mt en 2031 (+ 9%). Les besoins en Roches Ornementales et de Construction (ROC) resteraient stables (0,23 Mt).

Considérant les orientations, objectifs et mesures**Orientation 1 : Vers un approvisionnement économe et rationnel en matériaux**

Bassin	Approvisionnement à l'horizon 2031		
	Quantité totale (kt)	Quantité de ressource secondaire potentiellement mobilisable (kt)	Quantité de ressource primaire nécessaire (kt)
Gard Rhodanien	789	0 à 50	739 à 789
Nîmes	2 381	600 à 650	1 731 à 1 781
Montpellier	5 634	650 à 700	4 934 à 4 984
Biterrois	3 003	300 à 350	2 653 à 2 703

*Figure 4: Objectifs de production de granulats par bassin***Figure 3 - extrait du rapport orientations, objectifs et mesures**

Les objectifs de production sont détaillés par bassin. Les mesures suivantes sont fixées pour atteindre ces objectifs :

- Promouvoir l'utilisation optimale des surfaces exploitées afin de limiter la surface impactée par la carrière en termes d'occupation des sols,

Mesure 1.2.2 : L'exploitation doit être optimisée en cherchant à exploiter la totalité de l'épaisseur du gisement sans atteinte à l'environnement ou au projet de remise en état. Ainsi, lorsque les contraintes environnementales le permettent et lorsque c'est compatible avec le projet de remise en état, l'exploitant doit chercher à exploiter la totalité de l'épaisseur du gisement.

- Respecter l'équilibre entre la production et le besoin, en favorisant le renouvellement et les extensions à l'ouverture de nouvelles carrières,
- Assurer un accès aux Gisements d'Intérêt Régionaux (matériaux rares à l'échelle nationale ex : feldspaths, silice et sur notre territoire chaux et ciment des carrières de Beaucaire et Bellegarde),
- Favoriser les renouvellements et extensions à la création de nouvelles carrières,
- Concerner les exploitants lors de projets d'aménagement proches de leurs carrières,
- Améliorer la connaissance de la ressource primaire.

Orientation 2 : Favoriser le recours aux ressources secondaires et matériaux de substitution

Le SRC fixe un objectif de 5 126 kt de ressources secondaires recyclées pour se substituer à l'exploitation de granulats (soit 12% du besoin régional) à l'horizon 2031. En 2017, les ressources secondaires représentaient 3 357,5 kt.

Les mesures pour y parvenir sont :

- Intégrer dans la commande publique ou privée des exigences en matière de gestion des déchets de chantier ou en matière de recours aux ressources secondaires pour l'approvisionnement dans leurs marchés,
- Développer des plateformes de recyclage,
- Améliorer la connaissance sur le gisement et l'utilisation des ressources secondaires disponibles et sur les techniques de réutilisation ou de valorisation des ressources secondaires,
- Admettre les déchets inertes en carrière seulement s'ils n'ont pas été jugés techniquement et économiquement recyclables à l'issue des opérations de tri préalables.

Orientation 3 : Respecter les enjeux environnementaux du territoire pour l'implantation et l'exploitation de carrières

- Respecter les zones à enjeux :

Le SRC identifie les enjeux du territoire et les distingue en 4 classes, fonction des contraintes réglementaires et de la sensibilité des milieux selon des thématiques « eau », « paysage » et « biodiversité ».

- ✓ **Zones à enjeux de niveau 1** : « espaces bénéficiant d'une protection juridique (législative ou réglementaire) interdisant l'exploitation ».
- ✓ **Zones à enjeux de niveau 2** : « espaces présentant une sensibilité très forte, rendant l'exploitation en principe incompatible avec les objectifs de protection. Les porteurs de projets devront se rapprocher des gestionnaires des protections ou espaces concernés. »
- ✓ **Zones à enjeux de niveau 3** : « espaces présentant une sensibilité forte et concernés par des mesures de protection et d'autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale. Les projets nécessiteront des précautions particulières en lien avec les gestionnaires des protections ou espaces concernés. »
- ✓ **Zones à enjeux de niveau 4** : « reste de la région ».

Mesure 3.1.1 : Prendre en compte les secteurs à enjeux environnementaux dans le cadre des projets de carrières

Cette mesure prévoit « d'exclure toute nouvelle implantation dans les secteurs à enjeux de niveau 1 ». Dans les secteurs d'enjeu de niveau 2 et 3, « les conditions particulières d'implantation, d'exploitation, et de remise en état devront être prises en compte ».

ENJEUX EAU	
Niveau 1	Lit mineur des cours d'eau <i>Article 11 de l'AM du 22 septembre 1994</i>
	Espace de mobilité des cours d'eau <i>Article 11 de l'AM du 22 septembre 1994</i> <i>NB : les espaces de mobilités des cours d'eau qui ne sont pas cartographiés doivent être évalués dans le cadre des études d'impact ou des études d'incidences</i>
	Périmètre de protection immédiat d'un captage AEP <i>Article R1321-13 du Code de la santé publique</i>
	Périmètre de protection rapprochée avec DUP qui interdit l'exploitation <i>Article R1321-13 du Code de la santé publique</i>
	Zones situées de part et d'autre des cours d'eau (50 m ou 10 m) <i>Article 11 de l'AM du 22 septembre 1994</i>
Niveau 2	Périmètres de protection rapprochée des captages AEP
	Aires d'alimentation des captages (AAC) pour les AAC validées par arrêtés
Niveau 3	Zone de protection des ressources stratégiques en eau potable <i>Incluant les zones de sauvegarde</i>
	Zonage à enjeux des SAGE <i>Les règlements des SAGE devront être pris en compte dans l'élaboration des projets de carrières</i>
	Nappes alluviales
	Zones humides et sites RAMSAR
	Périmètres de protection éloignée des captages AEP

Figure 4 - extrait du rapport Orientations, objectifs et mesures

Force est de constater que le classement des secteurs à enjeux diffère entre l'état des lieux et le rapport « orientations, objectifs et mesures ». En particulier, les zones de protection des ressources stratégiques en eau potable passent d'un niveau d'enjeu 2 (Etat des lieux) à un niveau d'enjeu 3 (Orientations, objectifs et mesures), sans que soit apportée de justification.

- Préserver les ressources en eau :

Le SRC rappelle qu'il doit être compatible avec les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), et avec les règlements de ces derniers s'ils existent.

Le SRC cite les dispositions du SDAGE RM avec lequel il doit être compatible, et notamment « la disposition 5E-01 *« Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable », prescrit notamment, dans les zones de sauvegarde, de protéger la ressource en eau et d'assurer sa disponibilité pour permettre sur le long terme une utilisation pour l'alimentation en eau potable sans traitement ou avec un traitement limité ».*

Le SRC précise :

- Que la plupart des dispositions des SDAGE sont déclinées au niveau des SAGE (26 SAGE en cours de mise en œuvre en Occitanie).
- Que les préconisations des SAGE potentiellement en lien avec l'activité des carrières s'articulent autour des thématiques principales :
 - la limitation de la multiplication de plans d'eau et la réduction de leurs impacts,
 - la protection des zones de sauvegarde et des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau Potable,
 - etc
- Outre les dispositions des SDAGE et des SAGE avec lesquelles tout projet de carrière se doit d'être compatible, les mesures prises pour garantir la préservation de la ressource en eau sont :

Mesure 3.2.1 : Inciter à l'étude de voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires et des disponibilités de substitution de ces matériaux.

Ainsi, *« dans les territoires où l'accès à la ressource en matériaux alluvionnaires est fortement contrainte par la protection des milieux, il est à privilégier en premier lieu les solutions alternatives locales comme les matériaux de haute et moyenne terrasse, les roches massives, ou les granulats recyclés ».*

Mesure 3.2.2 : *« Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable par la réalisation d'une étude hydrogéologique pour toute nouvelle carrière, ou pour l'extension d'une carrière existante dans les zones de sauvegarde, et mettre en place les mesures adaptées »*

Cette mesure invite les exploitants de carrières et les fédérations de professionnels à réaliser une étude hydrogéologique afin de *« vérifier que l'exploitation de la carrière n'engendrera pas de risque de pollution de la ressource ni n'impactera significativement son état quantitatif ».*

Il est précisé de plus, que la plupart des SAGE (qui cartographient les zones de sauvegarde) préconisent *« dans leurs dispositions et leurs règlements un certain nombre de mesures qui devront être respectées par les exploitants de carrières au regard des enjeux de ces secteurs ».*

- Préserver l'agriculture et la sylviculture,
- Lorsqu'un projet de carrière est envisagé sur un secteur à très fort enjeu agricole ou sylvicole, prendre en compte cet enjeu dans l'étude d'impact,
- Mettre en place un suivi de la consommation d'espaces agricoles par les carrières,
- Maintenir les activités agricoles autant que possible et mettre en place une remise en état coordonnée à l'exploitation pour un retour rapide à l'agriculture,
- Intégrer les carrières dans le paysage, en s'appuyant sur les guides existants pour assurer une insertion paysagère,
- Préserver la biodiversité,
- Limiter et suivre les impacts des carrières.

Orientation 4 : Favoriser une remise en état concertée et adaptée

- Mise en place d'une concertation sur le projet de remise en état avant la création de toute nouvelle carrière,
- Mise en place d'une remise en état coordonnée à l'exploitation pour une meilleure intégration paysagère,
- Privilégier une remise en état agricole et forestière lorsque l'usage était agricole ou forestier avant la création de la carrière, lorsque cela est pertinent au regard des autres enjeux environnementaux,
- etc

Orientation 5 : Avoir recours à une offre de transport compétitive et à moindre impact sur l'environnement

- Renforcer le principe de proximité pour l'approvisionnement en matériaux,
- Promouvoir une offre de transport routier moins impactante,
- Maintenir et développer le report modal pour les flux importants et longues distances.

Orientation 6 : Mettre en place une gouvernance du Schéma Régional des Carrières de la région Occitanie neutre et représentative des différents acteurs

Considérant le rapport d'évaluation environnementale sur l'enjeu « eau » :

Le rapport d'évaluation environnementale analyse l'articulation du SRC avec les politiques en vigueur. Les conclusions de l'analyse de cette articulation avec les SAGE figure p14 du rapport d'Evaluation Environnementale. *« Compte tenu du nombre important de SAGE mis en œuvre sur le territoire et de la multiplicité des dispositions qu'ils contiennent, le SRC d'Occitanie n'intègre pas la totalité des recommandations sur la ressource en eau. Est notamment à évoquer l'absence de retranscription explicite des zonages à enjeux des SAGE, qui pour certains, s'accompagnent d'une exigence d'intégration dans les schémas régionaux des carrières. Néanmoins, les zonages à enjeu des SAGE sont cartographiés et inclus dans les zones à enjeu « eau » de niveau 3 ».*

Le rapport précise que les mesures définies dans le cadre de l'objectif 3.2 « Préserver la ressource en eau » *« contribuent directement à l'atteinte des objectifs des SAGE vis-à-vis de la préservation des milieux alluviaux, des zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable et des zones d'expansion de crue prioritaire ».* En outre, la mesure 3.1.1 précise bien que *« les règlements des SAGE devront être pris en compte dans l'élaboration des projets de carrières ».*

Considérant les remarques de la CLE

La CLE regrette l'échelle de travail du schéma, passant du niveau départemental à régional et gommant ainsi, de fait, la prise en compte des particularités locales. En effet, dès son approbation, le SRC se substituera aux 13 schémas départementaux des carrières existants. Pour le Gard, le schéma départemental des carrières de 2000 dispose d'un « *avis hydrogéologique sur la protection et la préservation de la nappe de la Vistrenque par rapport à l'extraction de matériaux* », qui n'est pas repris dans le projet de SRC Occitanie.

La CLE rappelle :

- ✓ que la création de carrières ou gravières, et plus globalement l'extraction de matériaux, peut avoir des impacts notables (tant quantitatifs que qualitatifs) sur les ressources en eaux souterraines. L'exploitation des matériaux du sous-sol conduit notamment à la création de regards directs sur l'aquifère en retirant les terrains de couverture qui assurent sa protection, augmentant ainsi sa vulnérabilité et les risques de pollution. De plus, la création de plan d'eau a pour conséquence de modifier les écoulements souterrains et favoriser les phénomènes d'évaporation directe.
- ✓ que les nappes Vistrenque et Costières sont identifiées comme ressource stratégique à préserver pour l'alimentation en eau potable actuelle et future par le SDAGE Rhône Méditerranée. Leur potentiel d'exploitation et leur qualité sont des enjeux majeurs pour le territoire.

Le SRC mentionne qu'il doit être compatible avec le SDAGE et reprend une partie de l'énoncé de la disposition 5E-01 visant la préservation des ressources stratégiques. Toutefois concernant les zones de sauvegarde, le SDAGE va plus loin que l'extrait repris dans le SRC. Il précise notamment que :

- « **la définition des actions nécessaires à la préservation des zones de sauvegarde doit faire l'objet d'une démarche concertée avec les acteurs locaux s'appuyant sur les outils de gouvernance de l'eau : CLE des SAGE** ».
- Conformément à la réglementation, « à l'issue du processus de concertation mené par la CLE et en réponse aux enjeux identifiés sur leur territoire, **les SAGE dont le périmètre inclut des zones de sauvegarde prévoient les dispositions et règles nécessaires à la préservation de la qualité et de la disponibilité de la ressource que ces zones alimentent, ainsi que les éventuelles mesures d'adaptation des activités humaines dans ces zones pour réduire les pressions qu'elles exercent** ».
- « les services de l'État en charge de l'élaboration des schémas régionaux des carrières s'assurent de leur compatibilité avec les enjeux de préservation de la qualité et de la disponibilité des ressources stratégiques dans la durée, sur les zones de sauvegarde ».

En réponse aux objectifs du SDAGE cités ci-dessus et suite à la concertation de la CLE et des acteurs locaux, le SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières identifie et cartographie 13 zones de sauvegarde à préserver pour l'alimentation en eau potable actuelle et future et énonce 8 dispositions visant leur préservation et 2 règles.

Le classement des secteurs à enjeux environnementaux concernant le volet « eau » présenté dans le rapport « Orientations, objectifs et mesures » du SRC ne prend pas en considération les objectifs du SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières relatifs à la préservation de la qualité, de la quantité et de l'accessibilité à la ressource en eau souterraine dans les zones de sauvegarde.

En effet, la règle n°3 du SAGE VNVC énonce que les activités d'extractions de granulats soumises à autorisation unique, déclaration ou enregistrement projetant de s'implanter ou de s'étendre au sein des zones de sauvegarde :

- sont interdites dans les secteurs d'enjeu de niveau 1 cartographiés par le SAGE au sein des zones de sauvegarde,
- doivent être limitées à la frange dénoyée des alluvions de l'aquifère des cailloutis Villafranchien dans les secteurs d'enjeu de niveau 2 cartographiés par le SAGE au sein des zones de sauvegarde.

Afin d'assurer une protection compatible avec les enjeux de préservation de la ressource en eau dans les zones de sauvegarde, la CLE demande que les zones de sauvegarde soient classées en secteur d'enjeu de niveau 2 (comme c'était d'ailleurs le cas dans l'état des lieux du SRC).

Pour une meilleure compréhension et lisibilité des objectifs du SRC, la CLE demande qu'une mesure spécifique, dédiée à la protection des ressources stratégiques telle qu'envisagée par les SAGE (dispositions et règles) soit ajoutée.

En effet la mesure 3.2.2 « *Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable par la réalisation d'une étude hydrogéologique pour toute nouvelle carrière, ou pour l'extension d'une carrière existante dans les zones de sauvegarde, et mettre en place les mesures adaptées* » ne répond pas aux objectifs du SAGE VNVC pour la protection des zones de sauvegarde. Les objectifs des SAGE tels que mentionnés dans leurs dispositions ainsi que les règles doivent être respectés par les exploitants de carrière au regard des enjeux de ces secteurs. En l'absence de SAGE, il peut être proposé qu'une étude hydrogéologique soit réalisée.

L'exploitation de la totalité de la hauteur du gisement (mesure 1.2.2) a pour conséquence de perturber les écoulements d'eau souterraine à l'aval de la carrière. Cette mesure n'est pas adaptée à la préservation de la ressource en eau potable au sein des secteurs à enjeux identifiés par le SAGE VNVC (Aires d'alimentation de captage, PPE ...).

Mesure 2.6.1 : « *Réserver les déchets inertes aux opérations de réaménagement et valorisation en carrières, c'est à dire les déchets inaptes techniquement et économiquement à un réemploi en tant que matériau pour le bâtiment et les travaux publics* ». Le remblaiement des excavations avec des déchets inertes peut présenter des risques de pollution (boues de dragage...) et de perturbation des écoulements souterrains par différence de perméabilité. La CLE alerte sur la nécessité de ne pas combler les excavations dans lesquelles va transiter l'eau avec les matériaux susceptibles de dégrader sa qualité et sur les risques de modification des écoulements souterrains lorsque les matériaux sont de perméabilité différente à ceux présents avant l'extraction.

Après délibération, la Commission Locale de l'Eau (CLE) demande :

- De mettre à jour les documents du SRC avec la cartographie des zones de sauvegarde telle que définie dans le SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières, et non celle de l'étude de délimitation ;
- D'introduire une mesure dédiée à la protection des ressources stratégiques par la prise en compte des dispositions et le respect des règles des SAGE relatives à la préservation des zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable, pour toute création ou extension d'une carrière, pour une meilleure compréhension et lisibilité des objectifs du SRC par les porteurs de projet ;
- De reclasser les zones de sauvegarde délimitées et cartographiées par le SAGE VNVC en niveau 2 « de sensibilité pour l'enjeu eau » conformément à l'état des lieux du schéma (et non en niveau 3, tel qu'indiqué dans le rapport « orientations, objectifs et mesures ») ;
- De ne pas utiliser des remblais extérieurs à la zone d'exploitation pour remblayer les excavations, compte tenu des risques de pollution que pourrait générer l'utilisation de remblais issus de déchets (boues de dragage ...) ;
- D'éviter l'exploitation de toute la hauteur du gisement, qui aura pour conséquence une perturbation des écoulements souterrains à l'aval de la carrière et notamment un abaissement du niveau piézométrique.

Ces demandes ont été validées à la majorité des présents et des représentés, selon le résultat ci-après :

Les représentants de la DREAL Occitanie et de la DDTM30 (procuration de l'OFB) indiquent ne pas participer au vote.

RESERVE	1
FAVORABLE	31
ABSTENTION	1

La rédaction des mesures telle que proposée dans le rapport « Orientations, objectifs et mesures » du SRC fragilise la mise en œuvre du SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières, notamment en ce qui concerne la préservation des ressources en eau souterraines destinées à la consommation humaine.

Aussi, après avoir délibéré, les membres de la CLE émettent un avis défavorable sur le projet de schéma régional des carrières d'Occitanie, à la majorité des membres présents et représentés.

Les trois membres présents du collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics ne participent pas au vote.

Défavorable : 20	Favorable : 6	Réservé : 6
-------------------------	----------------------	--------------------

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme,

M. Thierry AGNEL

Président de la CLE du SAGE VNVC

